

Les manifestations

LE 15 DECEMBRE

A Clermont-Ferrand...

LA manifestation contre l'O.A.S., qui s'est déroulée à Clermont-Ferrand le 15 décembre, a été un véritable succès. Organisée à l'initiative du Comité de coordination des organisations démocratiques, créé lors des événements d'avril dernier et regroupant vingt-huit organisations (Association des étudiants de Clermont, Amis de Témoignage Chrétien, C.F.T.C., C.G.T., Comité Audin, F.E.N., F.N.D.I.R.P., Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement de la Paix, M.R.A.P., P.C., P.S.U., S.N.I., Syndicat des familles, Union Progressiste, etc.), cette manifestation débuta par un grand rassemblement à la Maison du Peuple où près de quatre mille personnes se pressaient dans la grande salle des fêtes ou débordaient dans les rues environnantes.

Un seul orateur : le secrétaire du Comité qui donna lecture d'un texte rédigé en commun et approuvé par l'ensemble des organisations représentées. Après avoir retracé la dégradation progressive du régime depuis le 13 mai, rappelé les concessions et les faiblesses du pouvoir gaulliste qui ont permis l'implantation de l'O.A.S., l'orateur déclarait : « *L'O.A.S. multiplie les crimes depuis le 23 avril. L'assassinat politique est devenu courant. Le 16 novembre, se tient en plein Paris un meeting O.A.S., sous le couvert du Comité de Vincennes. Plusieurs députés y assistent, dont Godonnèche, député de notre département, à la tribune... Les méthodes du nazisme en Allemagne avant 1930 sont*

aujourd'hui celles de l'O.A.S. en France : élimination des défenseurs de la République et de la liberté, intimidation des autres par la terreur, intoxication de l'opinion publique — tels sont les moyens que l'O.A.S. met en œuvre pour tenter de s'emparer du pouvoir. La vérité s'impose à tous : elle se sert de la guerre d'Algérie comme d'un tremplin pour imposer le fascisme à la France. »

Analysant l'attitude du pouvoir, l'orateur notait : « Tout en dénonçant du bout des lèvres ces menées antinationales et la préparation à la guerre civile, il ne s'inquiète pas de la situation. Pour arrêter les plastiquages, il offre un projet de loi sur les assurances contre les dégâts par plastic. »

Après avoir retracé les développements de l'action populaire et en particulier des grèves organisées pour protester contre les attentats, il lançait un appel à l'union : « Du combat de tous, dépend l'avenir de la démocratie. Notre union est la condition de la victoire. »

Une motion était ensuite adoptée par acclamations. Elle déclarait notamment :

« *Le danger fasciste grandit, Seule l'union des masses populaires peut lui barrer la route. Nous exigeons du gouvernement qu'il prenne toutes mesures :*

— *Pour mettre hors d'état de nuire les assassins de l'O.A.S. ;*

— *Pour arrêter et condamner tous les dirigeants de l'O.A.S., sanctionner ceux qui la soutiennent, interdire la publication et la diffusion des textes de l'O.A.S. ;*

Les manifestations

— Pour que la police, l'armée et l'administration soient épurées de tous les éléments fascistes ;

— Pour assurer le respect des libertés syndicales et politiques, le droit de réunion et de manifestation pour les travailleurs, les démocrates et les antifascistes.

Puis l'assistance se formait aussitôt en cortège, précédé de la délégation chargée de remettre cette motion au maire et au préfet. Banderoles et panneaux portaient des inscriptions antifascistes.

A travers les principales artères de la ville, ce fut pendant trois quarts d'heure un imposant défilé bloquant toute circulation. « Paix en Algérie... O.A.S. assassins... O.A.S nazis... Salan au poteau... Front Populaire, et de Gaulle au poteau... », tels furent, pour la première fois à Clermont-Ferrand, les slogans que scandèrent les manifestants tout au long du parcours.

Le défilé aboutit enfin devant la préfecture et les responsables donnèrent l'ordre de dislocation. A noter que, durant toute la manifestation la police est restée totalement invisible.

... et à Bordeaux

QUATORZE organisations de jeunesse ont organisé, le vendredi 15 décembre, à Bordeaux, une manifestation contre l'O.A.S. et pour la paix.

Suivant une tactique maintenant éprouvée, elles avaient appelé à manifester en un certain point (place Gambetta), puis le véritable lieu de la

manifestation fut décidé au dernier moment et rapidement répandu chez les militants des quatorze mouvements organisateurs, qui, à leur tour, ont ramené par petits groupes les manifestants, en réussissant à déjouer l'attention d'un service d'ordre renforcé. A 18 h. 50, la manifestation démarrait place Puy-Paulin, et, par la rue de la Porte-Dijeaux, envahissait la rue Sainte-Catherine, rue très passante et à sens unique, créant un magnifique embouteillage qui devait paralyser la police. Le nombre des manifestants grossit rapidement pour atteindre 1.500 à 2.000 personnes au moins. Pendant ce temps, d'autres cortèges se formaient en d'autres points de la ville, contribuant à la dispersion du « service d'ordre ». La manifestation se déroula en ordre pendant une demi-heure, puis fut scindée en trois groupes de 500 à 800 manifestants, qui défilèrent jusqu'à 17 h. 30. Quelques incidents se produisirent cependant, en certains points : les agents usèrent de leurs matraques contre les passants : des enfants et des vieillards ont été ainsi frappés par les représentants de l'ordre ; puis ceux-ci pénétrèrent dans les locaux de l'Association catholique des Etudiants, rue Paul-Louis-Landé, et frappèrent les personnes qui s'y trouvaient, s'acharnant particulièrement sur un étudiant iranien qui avait le tort d'avoir la peau bistrée. A la suite de cet incident l'A.G. et l'étudiant iranien ont décidé de porter plainte.

Pendant toute la durée de la manifestation, aucune tentative de contre-manifestation ne s'est produite. Au contraire, de très nombreux passants applaudissaient et manifestaient leur sympathie.

Les manifestations

Henri Humblot plastiqué

Notre camarade Henri Humblot, secrétaire de la fédération de la Marne, a été victime d'un grave attentat, samedi 16 décembre.

L'explosion s'est produite à 21 h. 50. Elle était si forte qu'elle a été entendue nettement au centre de la ville, d'où le domicile de notre camarade est cependant assez éloigné. Les dégâts ont été très importants. La porte d'entrée a été réduite en miettes. Des éclats d'une grille ont été projetés avec violence dans le vestibule où les murs ont été criblés de trous. Des portes intérieures ont été brisées par le souffle de l'explosion ainsi que toutes les

vitres, comme dans les immeubles voisins.

Il est miraculeux que cet attentat n'ait causé que des dégâts matériels (qui sont estimés à 4.000 nouveaux francs). Quelques minutes avant l'explosion, la femme de notre camarade était encore dans le vestibule, dont elle venait de fermer la porte.

Cet attentat a soulevé une émotion considérable à Châlons-sur-Marne. Vingt-trois organisations politiques et syndicales de la région ont manifesté lundi dernier devant le lycée où Henri Humblot est professeur. Parmi ces organisations: le P.C., la S.F.I.O., la Ligue des Droits de l'Homme, les sections du S.N.E.S., du S.G.E.N. et du S.N.E.T., le S.N.I., l'U.N.E.F. et toutes les organisations syndicales ouvrières.

LETTRE **du Bureau National** **du P. S. U.** **au Secrétaire Général** **du Parti Communiste**

Le Bureau national du P.S.U. s'est constamment attaché au cours de ces derniers mois, selon l'orientation fixée par le Congrès de Clichy, à créer les conditions favorables à la constitution d'un large front de lutte pour la paix en Algérie, contre le fascisme et contre le régime gaulliste. C'est avec cette préoccupation qu'il a suivi la préparation de la journée du 19 décembre.

Il a estimé qu'il serait utile pour l'avenir de tirer sans plus attendre un certain nombre d'enseignements des difficultés jusqu'ici rencontrées dans la

recherche de ce résultat. Tel est le sens de la lettre que le Bureau national a chargé Edouard Depreux d'adresser au secrétaire général du P.C.F.

Paris, le 18 décembre 1961

Mon cher Secrétaire Général,

LES dernières semaines ont été marquées par un incontestable essor du mouvement antifasciste à travers le pays.

Nous devons nous réjouir des résultats obtenus, mais savoir aussi qu'ils demeurent insuffisants. Il faut à la fois élargir le front antifasciste et porter son action à un niveau

Les manifestations

plus élevé. C'est ainsi que nous pourrions briser dans l'oeuf l'entreprise de l'O.A.S. et imposer la paix en Algérie.

Ce double objectif ne pourra cependant être atteint que si nous tirons toutes les leçons des expériences les plus récentes. Deux constatations nous paraissent de ce point de vue essentielles.

La première a trait à l'importance de l'action, et notamment au rôle des manifestations de rues. Depuis le 1^{er} novembre — c'est-à-dire depuis le jour où notre Parti a pris dans ce domaine la première initiative — les démonstrations se sont succédées à Paris et en province, en dépit de toutes les interdictions préfectorales. Leur ampleur et leur nature ont varié suivant les cas, mais l'effet d'ensemble a été excellent. C'est pourquoi, tout en regrettant les conditions dans lesquelles vous avez lancé, avec la C.G.T., la date du 6 décembre, nous avons demandé à nos fédérations de participer à l'organisation des manifestations prévues pour ce jour-là, partout où celles-ci étaient appelées à revêtir un caractère de masse. Nous pensons en effet que la méthode des délégations symboliques et des dépôts de pétitions aux mairies ne correspond pas aux possibilités et aux nécessités du moment. Pour que les manifestations puissent grouper le plus grand nombre possible de manifestants et pour qu'elles aient le plus grand effet sur l'opinion, il faut qu'une priorité soit donnée aux manifestations centrales dans les grandes villes ainsi qu'aux démonstrations organisées à la sortie des entreprises et des administrations.

La deuxième constatation que nous sommes amenés à faire concerne l'élargissement du front antifasciste. Cet élargissement ne peut pas, dans les conditions présentes, être obtenu par un accord entre la S.F.I.O., votre Parti et le nôtre. La S.F. I.O. accepte le contact avec nous, mais le refuse avec vous. Cela

signifie que, pour réaliser l'accord le plus large, l'initiative doit être prise sur le plan national, soit par les syndicats, soit par les mouvements de jeunes, soit par les organisations civiques. La journée du 19 décembre, au succès de laquelle nous travaillons les uns et les autres, en fournit le meilleur exemple. Il n'aurait pas été possible de lancer un mot d'ordre de grève généralisée et d'organiser une véritable journée nationale si l'appel n'était pas venu de la C.G.T., de la C.F.T.C, de la F.E.N. et de l'U.N.E.F.

Vous avez, à plusieurs reprises — et déjà au moment du 27 octobre 1960 — contesté la justesse de cette tactique. Vous n'admettez pas, avez-vous dit, que le Parti Communiste joue le rôle d'une force de seconde ligne. Nous comprenons ce sentiment et nous avons nous-mêmes pour ambition de constituer un front dans lequel les partis et les différents syndicats — ouvriers, agricoles, étudiants — seront placés sur un pied d'égalité. Mais il y a, sur ce chemin, beaucoup d'obstacles. L'un de ces obstacles, nous vous l'avons toujours dit avec la plus grande franchise, est constitué par le fait que le courant historique de la déstalinisation n'en est encore qu'à ses débuts.

Sans doute ne pensons-nous pas que vous partagerez d'emblée ce point de vue. Mais nous voulons attirer votre attention sur la nécessité absolue pour vous comme pour nous de ne rien faire qui puisse restreindre la portée des initiatives prises par les syndicats. Ce sont eux qui ont la possibilité d'élargir le front, de surmonter les résistances et d'assurer l'unité. Il faut les y aider de toutes nos forces.

Je vous prie de croire, mon cher Secrétaire Général, à l'assurance de nos sentiments socialistes.

Edouard DEPREUX

Secrétaire National du P.S.U.